

**Les ONG et la lutte contre la sous-scolarisation dans la partie  
septentrionale du Cameroun**  
**NGOs and the fight against under-education in the  
Northern part of Cameroon**

**HAMAN Alarba/ Université de Maroua-Cameroun.**

hamanalarba@gmail.com

**Résumé :**

Trois régions du Cameroun sont soumises il y a plusieurs années à des vulnérabilités de toutes sortes. Ces crises font en sorte que les populations soient victimes de la sous-scolarisation. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'on dit que les régions septentrionales sont des zones à éducation prioritaire. Beaucoup des Organisations non gouvernementales (ONG) interviennent dans le but de lutter contre cette situation. Mais, leurs interventions semblent avoir un bon effet car, les régions septentrionales du Cameroun connaissent une évolution du taux de leur sous-scolarisation qui les éloigne du qualificatif des zones à éducation prioritaire.

Cet appel à contribution entend mettre un accent sur les actions des humanitaires dans la lutte contre la sous-scolarisation au Nord Cameroun. Ainsi, quels sont les apports des ONG dans la lutte contre la sous-scolarisation? Combinant l'approche biographique et l'analyse historico-systémique, le travail est basé sur les livres, les sources orales et la presse collectées traitant du thème en rapport avec la zone d'étude. La compilation des données recueillies et leur analyse vont nous permettre de construire une réflexion autour de deux(02) idées majeurs : la situation scolaire au Nord Cameroun et analyser les actions entreprises dans la hausse du taux scolarisation.

**Mots clés :** limites, humanitaires, sous-scolarisation et Nord-Cameroun

**Abstract**

The three regions of Cameroon were subjected several years ago to vulnerabilities of all kinds. All of these crises mean that the affected populations are victims of the under-education. That's why we're talking about priorities zones of education. Many non-governmental organizations (NGOs) intervene in order to restore these situations. However, their interventions seem to be effective because percentage of education for the northern regions of Cameroon know an evolution, which makes them priority education areas. This call for contributions intends to emphasize the contributions of humanitarian action in the fight against under-education in North Cameroon. So, what are the contributions of NGOs in the fight against under-education? Combining the biographical approach and the historical-systemic analysis, the work is based on the books, oral sources and the press collected dealing with the theme in relation to the study area. The compilation of the data collected and their analysis will allow us to build a reflection around two (02) major ideas: the school situation in North Cameroon and analyze the actions done by de NGOs in order to grow up of the education

**Keywords:** limits, humanitarian, under-education and North –Cameroun.

### Introduction

La situation de scolarisation dans la partie septentrionale du Cameroun a toujours fait la une de l'actualité. Il s'agit en fait d'une situation qui a tant préoccupé la société civile et les ONG. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'on dit que cette partie du Cameroun est une zone à éducation prioritaire. Mais, les interventions semblent avoir des effets sans précédents. Il est question dans ce travail de mettre un accent sur les actions des humanitaires dans la partie septentrionale du Cameroun dans la lutte contre la sous-scolarisation. Ainsi, quelles sont les actions des ONG dans la lutte contre la sous-scolarisation? Combinant l'approche biographique et l'analyse historico-systémique, le travail est basé sur les livres, les sources orales et la presse collectées traitant du thème en rapport avec la zone d'étude. La compilation des données recueillies et leur analyse vont nous permettre de construire une réflexion autour de deux(02) idées majeurs : la situation scolaire au Nord Cameroun et analyser les actions de lutte contre la sous-scolarisation. (Citation répétitive)

### 1-L'environnement scolaire au Nord-Cameroun

Les généralités sur la scolarisation au Cameroun nous indiquent un bas taux de scolarisation dans la région de l'Extrême-Nord, c'est d'ailleurs l'un des taux les plus bas du pays. Il est compris entre 11 et 30% en 1976 (Iyébi-Mandjek O., 2017). Le tableau ci-dessous en fait une parfaite illustration.

*Tableau1: Répartition des élèves par cours et par département (pour 100 élève)*

Cours	SIL	CP	CE1	CE2	CM1	CM2

Départemen						
Diamaré	34,5	20,1	18,3	10,4	8,4	8,1
Kaélé(actuel Mayo-Kani)	25,9	18,5	21,0	12,5	11,3	10,8
Logone et Chari	39,3	17,1	19,3	9,6	7,3	7,4
Mayo-Danay	319	162	182	139	97	101
Mayo-Sava	42,2	19,2	16,4	9,2	7,1	5,7
Mayo-Tsanaga	36,2	18,2	18,2	10,7	9,2	6,7
Ensemble	33,3	18,3	18,8	11,6	9,3	8,5

Archives de la DPEN [1], 1987 in Seignobos, C. et Iyébi-Mandjek O. (2017)

A partir de ces données prises dans la région de l'Extrême-Nord, on peut conclure que la partie septentrionale est à la traîne sur le plan éducatif. Il convient même de dire que les statistiques que nous présentons font état de la situation à la rentrée. En fin d'année, la situation n'est plus la même car, on note un fort taux d'abandon. En fait, dans beaucoup de contrées, les élèves partent aider leurs parents dans les champs, à garder le bétail, font la transhumance et certains partent en ville pour exercer les petits métiers.

### 1-1- Les causes du retard de la scolarisation

La scolarisation dans la partie septentrionale du Cameroun s'explique par plusieurs facteurs. Il convient de dire d'abord que la scolarisation occidentale est arrivée dans les régions septentrionales du Cameroun avec un retard. Il a fallu attendre plusieurs années soit 75 ans (Iyébi-Mandjek O., 2017). En fait, c'est en

1944 que la première école a été installée par les missionnaires baptistes à Bimbia dans le département de Fako. À Douala au quartier Bell, elle voit le jour en 1945 (Bouchaud J., 1952). La première école installée au Nord Cameroun et à l'Extrême-Nord date de 1905 et 1918, respectivement (Iyébi-Mandjek O., 2017). Ces écoles ont pris le nom de l'école régionale de Garoua et de Maroua. Mais, la culture en est aussi un autre frein à la scolarisation.

La réticence des populations musulmanes a été un autre facteur de la baisse du taux de scolarisation dans les régions septentrionales dont on note une coloration culturelle au rythme de l'islam et du christianisme. Ce faible taux peut s'expliquer non seulement par le retard lié à l'implantation de l'école dans la zone mais, aussi au conflit qui existe entre l'école officielle et les autres modes de transmissions des connaissances qui existaient déjà, en l'occurrence l'école coranique. On note ainsi dans certains cantons islamisés un grand blocage. En réalité, « les chefs croyaient de voir craindre les effets néfastes pour la religion musulmane » (Coquereaux, 1948, p.2). C'est la raison pour laquelle on note un faible taux de fréquentation de la Section d'initiation à la Lecture (SIL) jusqu'au Cours Moyen II (CM2).

Mais, les autorités coloniales ont dû développer une stratégie pour rehausser le taux de scolarisation. Il s'agit de contraindre les chefs locaux dans le recrutement des élèves. Mais, jusqu'à la, beaucoup des parents ont payé des bœufs pour retirer leurs enfants qui sont inscrits déjà à l'école. Certains Lamibés ont par la même occasion envoyée les enfants des esclaves au détriment des leurs.

Un autre élément qui fait retarder la scolarisation dans les régions du Nord est le manque d'infrastructures d'encadrement des élèves. Dès les premières heures de l'installation des écoles dans la partie septentrionale du Cameroun et jusqu'à aujourd'hui, les infrastructures scolaires constituent un défi à relever. En fait, beaucoup sont ces établissements scolaires qui fonctionnent encore avec des infrastructures en matériaux provisoires. L'image ci-dessous témoigne de l'infrastructure provisoire installée au Lycée technique de Guider en plein centre-ville en 2011.

*Photo1: Salle de classe en matériaux provisoires*



*Source : Cliché Haman Alarba, le 10/05/201*

Dans certaines localités, on se rend compte que quand bien même les élèves ont la volonté de fréquenter, des crises comme celle de Boko Haram en a constitué un obstacle.

### **1-2-Les attaques orchestrées par la Boko Haram et l'enclavement de certaines zones**

Le secteur de l'éducation à la suite des attaques orchestrées par la Boko Haram est en péril. En fait, on note plusieurs établissements détruits. C'est ce que nous présente la photo d'une école détruite dans la localité de Limani ci-dessous

*Photo2 : Une école détruite par le Boko haram à Limani*



Source : Unicef, (2018, p.8).

Avec des écoles détruites, le gouvernement camerounais a revu son budget à la hausse. Les fonds alloués sont énormes. Le pays se trouve ainsi coincé. L'éducation est en détresse. En fait, l'école occidentale est considérée par Boko Haram comme une menace à ses objectifs. Ainsi, pour des questions de sécurité, plus de 181 écoles ont été fermées en 2015. C'est le cas du lycée de Tourou fermé pendant deux ans (CEA, 2018). Le tableau ci-dessous nous présente les établissements de l'éducation de base et des enseignements secondaires fermés dans le Mayo-Sava.

Tableau2 : Les établissements de l'éducation de base et des enseignements secondaires fermés dans le Mayo-Sava.

Nombre des établissements primaires dans le Mayo-Sava				Établissements secondaires fermés primaires dans le Mayo-Sava	
Arrondissements	Effectifs d'élèves	Écoles fermées	Pourcentage	Écoles fermées	Effectifs
<b>Kolofata</b>	9374	46	19,74	Lycée de Kolofata	
<b>Mora</b>	5467	35	15,02	Lycée de Kerewa	
				Lycée de Limani	

				CES de Goudjiimdélé	6
<b>Total</b>	14841	81	34,76	CES de Tolkomai	
				Cetic de Kolofata	

**Source : Délégations de l'éducation de base et des enseignements secondaires de l'extrême-Nord in Lakoatok et Panglanne Bila Lamou, (2019,pp. 69-70).**

Au-delà de la fermeture des écoles, certains élèves ont dû abandonner l'école et d'autres font dans le nomadisme scolaires. C'est le cas de Hadjara Matoucha[2], Guedjéo Révede [3]et Régowa Maurice[4]qui ont fui par panique depuis 2018, 2017 et 2018 respectivement. Ceci périlclite le taux de scolarisation. La perturbation de l'école retarde l'entrée à l'école d'où l'augmentation du décrochage et du taux d'achèvement scolaire. À ce niveau, la petite enfance se voit privée de son droit d'éducation. Le nombre de partenaires étatiques et gouvernementaux s'est ainsi accru à cause de l'absence quasi-totale des services publics.

La faiblesse du taux de scolarisation s'explique aussi dans une grande partie par l'enclavement de certaines zones. En fait, dans les zones montagneuses, les plaines inondables, le Faro ou le Mayo-Rey, l'installation des écoles n'était pas chose facile. Il en est de même pour le nombre des élèves qui les fréquentent. C'est d'ailleurs dans le souci de mettre fin à ce problème de scolarisation et de fréquentation que des projets ont été mis sur pied par des ONG.

## **2-Les projets stimulants la hausse du taux de scolarisation en milieu scolaire**

Il s'agit de la mise sur pied des projets alimentaires scolaires et la création des écoles.

### **2-1-Les projets alimentaires scolaires, un capteur d'élèves**

L'avènement du programme scolaire alimentaire est venu dans beaucoup de cas booster le nombre d'enfants scolarisés. Il en est de même pour le taux de scolarisation des jeunes filles tels que le préconisent l'UNICEF et le PAM. Ainsi,

dans la région de l'Extrême-Nord par exemple, les 3000 tonnes des denrées alimentaires constituées essentiellement de riz, d'haricot, du niébé, de l'huile, du sel et du maïs ont été distribuées à plus de 51 000 enfants (Bachirou Abbassi et Zongo, 2019). Ici, on se rend compte que les garçons et les filles ont été inscrits en surnombre dans les écoles à projet PAM.

La hausse du taux de scolarisation chez les jeunes filles est stimulée par la stratégie de l'octroi par le PAM des rations aux filles des trois dernières années du primaire c'est-à-dire à celles qui font Cours Élémentaire 2(CE2), Cours Moyen-1et 2(CM1/CM2). Ces filles emportent avec elles en fin d'années ces denrées. Cette distribution est comme un appât qui devrait permettre aux parents d'inscrire et maintenir les enfants de sexe féminin à l'école. C'est ainsi qu'après une évaluation à mi-parcours du programme PAM, « le nombre total d'écoliers dans les écoles bénéficiaires, augmentait avec des taux dans leur ensemble supérieurs à 95% pour les filles comme pour les garçons » (Bachirou Abbassi et Zongo, 2019, p.61). A ce niveau, on observe déjà un équilibre parfait entre les filles scolarisées et les garçons, une réalité jamais connue dans la partie septentrionale du Cameroun.

Dans d'autres écoles du département du Mayo-Louti telles que celles de Boudva, Kong-Kong, Hinjodé et Dahal, toutes les filles et garçons dont l'âge est compris entre 05 ans et 15 ans se sont retrouvés à l'école au moment du projet PAM. Pendant cette période, on rencontrait seulement les parents à l'école, ce qui ressemblait à des villages sans enfants. Tous les enfants qui erraient à longueur des journées ont été absorbés par l'école. Le parcours scolaire de certains s'est stoppé en route vu leur âge mais c'est comme disait Aneguepsa Todou Moïse que « c'est grâce au PAM que j'ai eu la chance d'être inscrit à l'école. Quand je partais à la SIL à l'âge de 13 ans, beaucoup de mes camarades de mon âge faisaient déjà la classe de 4<sup>ème</sup>. Mais, j'ai mené un grand combat avant d'arrêter mes études en classe de première »[5]. Il continue en disant que « des gaillards plus âgés que moi étaient également inscrits à la SIL» [6]. C'est dire qu'avec le programme alimentaire scolaire du PAM, tous les enfants étaient reçus dans des écoles sans distinction de tranches d'âges. Leur entrée à l'école leur a permis de s'abreuver à la

source du savoir contre toute attente bien que le programme n'avait duré que cinq(05) ans.

Allant dans le même sens, certains villages qui n'ont pas d'écoles ont dû faire transférer leurs enfants d'une école ne bénéficiant pas de l'assistance vers celle qui a eu de l'aide. Ceci a fait en sorte qu'une concurrence intellectuelle voit le jour entre les élèves autochtones et ceux venant d'autre village en bravant parfois des longues distances et les intempéries. Ce déplacement des effectifs d'une école à une autre a donné de la valeur aux maîtres et par conséquent à l'établissement tout entier.

C'est d'ailleurs dans ce sens que s'inscrivent les idées de Digoué Valentin Aristide [7]. Dans un entretien qu'il a accordé à Bachirou Abbassi et Zongo Lareine Jeannie le 25 avril 2019 à Djarengol Kodek, il affirme que « pendant la distribution de ces repas, même les enfants non scolarisés venaient prendre part et finissait par les attirait finalement à l'école dans la conviction de bénéficier du repas quotidien. C'est ainsi que l'effectif de mon établissement est passé de 125 élèves en 1997 à 806 en 2002, date à laquelle l'aide y pris fin » (Bachirou Abbassi et Zongo, 2019, p.61). En un mot, le projet du PAM est venu accroître le taux de scolarisation dans beaucoup d'écoles car, des jeunes qui n'avaient plus l'espoir de se retrouver sur les bancs se sont vus accorder une chance de se faire inscrire par leurs parents jadis retissant. L'établissement gratuit des actes de naissance a également encouragé le taux de fréquentation.

## **2-2-L'opération acte de naissance pour tous de l'Adamaoua Solidarité (ADAM'S)**

Pour maintenir cette fréquentation de qualité, l'ADAM'S a fait un recensement des enfants sans actes de naissances dans les Arrondissements de Ngaoundéré, Belel et Meiganga (Aboubakar et al., 2008). De 2002 à 2009, « on note 5500 actes de naissances établis sur déclaration directe aux enfants du Cours moyen deuxième année(CM2)» [8]. Dans le cadre du « jugement supplétif, on dénombre 125 00 » [9] soit un total de 18 000 actes de naissances remis aux enfants

du CM2 sans actes de naissances. Cette situation a entraîné l'augmentation du taux de scolarisation surtout celui des jeunes filles.

### 2-3- Une augmentation impressionnante du pourcentage des filles

Dans la région de l'Extrême-Nord par exemple, l'augmentation du pourcentage des filles était plus impressionnante entre 1997-1998 et 2000-2001. Il en est de même pour le taux de « réussite scolaire des filles qui ne cesse de s'améliorer dans les écoles à assistance alimentaire » (PAM, 2013, pp.4-8). À ce niveau, on peut dire que l'objectif que se fixe chaque fille est celui d'arriver dans les classes des trois dernières années du cycle primaire afin d'emporter en fin d'année un gros cadeau distribué aux filles distinguées de la localité. Ce lot faisait d'ailleurs la fierté des familles. Certains parents qui « avaient gardé leurs filles à la maison en attendant un éventuel prétendant étaient obligés de les inscrire à l'école à un âge retardé » [10] tout en espérant qu'elles emporteront en fin d'année des sacs de riz et bien d'autres.

C'est dans la même vision que s'inscrit la démarche d'ALVF-antenne de Maroua. Pour lutter contre la sous-scolarisation des jeunes filles, l'ALVF a de 1991 à 2018 appuyé « 4400 élèves du primaire avec le paiement des frais d'examen et de l'entrée en 6<sup>e</sup>/1<sup>ère</sup> année. Au secondaire, elles sont une vingtaine à bénéficier d'aides financières » [11]. L'association ADAM'S n'est pas en reste concernant l'augmentation du taux de réussite.

### Conclusion

En somme, la partie septentrionale du Cameroun connaît depuis plusieurs années des grands problèmes humanitaires. Cette zone est soumise à un retard éducatif entraînant la sous scolarisation de la jeune fille. Ces situations qui fragilisent cette partie du Cameroun font intervenir des humanitaires. Autrement dit, les grands problèmes humains constituent un contexte opérationnel de l'intervention des ONG. Ainsi, leurs interventions en faveur de l'éducation semblent avoir un effet satisfaisant. Cependant, la situation d'urgence qui fait intervenir des ONG a souvent des effets perverses ( Grunewald ,1994). Cela fait

entendre qu'il existe des risques liés à celle-ci. Les actions en faveur des vulnérables ont été conduites pendant plusieurs décennies en faveur des pays pauvres. Elles ont certes connu un succès sans pareils en matière du relèvement lors d'une situation de crise mais, il convient de rappeler que la plupart des pays qui ont reçu de l'aide ont enregistré « très peu de croissance et dans certains cas de la décroissance » (Lakoatok et Panglanne Bila Lamou, 2019, p.96). C'est dire que ces aides ont conduit d'une certaine manière à la dépendance.

### References bibliographiques

- Aboubakar et al., (2008), « L'action de Adamaoua Solidarité de 1999 à 2007 », Rapport de Licence, Université de Ngaoundéré, département d'Histoire.
- Bachirou Abbassi et Zongo L.J., (2019), « Les organismes des Nations unies dans la lutte contre la faim et la sous-scolarisation dans la région de l'Extrême-Nord : exemple du PAM et de l'UNICEF de 1992 à 2017 », Mémoire de DIPES II en Histoire, ENS Maroua.
- Bouchaud J., (1952), « La côte du Cameroun dans l'Histoire et la Cartographie, des origines à l'annexion allemande », Mémoire de l'IFAN n°5, centre du Cameroun.
- CEA, (2018), « La crise Boko Haram et ses répercussions sur le développement dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun », Addis-Abeba, Ethiopie.
- Coquereaux R. , 1948, tableau des écoles coraniques dans la subdivision de Maroua, Archives de Maroua.
- Grunewald F.,(1994), « De la prévention à la réhabilitation, Avant, pendant et après l'urgence, l'expérience du CICR en perspective », *colloque »Urgence-Développement »organisé le 17 novembre à l'Arche de la fraternité, Paris, revue internationale de la Croix-Rouge, pp 292-311.*
- Iyébi-Mandjek O., 2017, « Enseignement » pp.139-144 in Seignobos, C. et Iyébi-Mandjek O., 2017, *Atlas de la province de l'Extrême-Nord*, Editions IRD.
- Lakoatak H. et Panglanne Bila Lamou, (2019), « ONG et Stratégies des résiliences des communautés sous-crisis à l'Extrême-Nord Cameroun : 1990-2017 », Mémoire de DIPES II en Histoire, ENS Maroua.

- PAM, (2014), « Directives d'évaluation conjointes HCR/PAM », 1<sup>er</sup> édition juin 2014.
- UNICEF, (2018), Rapport d'évaluation des besoins humanitaires à Limani et Amchide,

### Notes

- [1]-Le sigle D.P.E.N signifie, délégation provinciale de l'éducation nationale de l'Extrême-Nord.
- [2]-Hadjara Matoucha, 19 ans ancienne élève du Lycée Bilingue de Mora, de Bourah et actuel élève du Lycée Bilingue de Bocklé, entretien du 1er mars 2021 à Sanguéré-Paul
- [3]-Guedjéo Révede, 20 ans, ancien élève du Lycée de Ouzal et actuel élève du Lycée Bilingue de Ngong, entretien du 16 janvier 2021 à Ngong.
- [4]-Régowa Maurice, 23 ans, 19 ans ancien élève du Lycée Bilingue de Mora, entretien du 28 février 2021 à Bibol .
- [5]- Aneguepsa Todou Moise, 36 ans, ancien élève de l'Ecole publique de Boudva au temps du PAM et élève Aide-soignante, entretien du 20 avril 2021 à Figuil.
- [6]-Aneguepsa Todou Moise, 36 ans, ancien élève de l'Ecole publique de Boudva au temps du PAM et élève Aide-soignante, entretien du 20 avril 2021 à Figuil.
- [7]-Digoué Valentin Aristide est un Instituteur principal et ancien Directeur de l'École publique de Djarengol Kodek.
- [8]-Djaouro Ibrahima, 70 ans, Comptable et Responsable du Programme de l'2ducation de ADAM'S, entretien du 23 juillet à N'Gaoundéré.
- [9]- Djaouro Ibrahima, 70 ans, Comptable et Responsable du Programme de l'2ducation de ADAM'S, entretien du 23 juillet à N'Gaoundéré.
- [10]- Aneguepsa Todou Moise, 36 ans, ancien élève de l'Ecole publique de Boudva au temps du PAM et élève Aide-soignant, entretien du 20 avril 2021 à Figuil.
- [11]-Mme Vondou Alice, 48 ans, Responsable centre vie de femmes ALVF-Maroua, entretien du 06 juillet 2021 à Maroua.

---

02

العدد:

ISSN 2773-

مجلة دراسات في التاريخ والحض

48-35، (2021)

---